



Autorisation n° EAU/AUT/18/1120

La Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable,

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment son article 23 ;

Vu la demande du 10 décembre 2018 présentée par INCA s.à r.l., 47, rue Gabriel Lippmann, L-6947 Niederanven, au nom de Monsieur Antonio Tavares, 59, rue Andethana, L-6970 Oberanven, aux fins d'obtenir l'autorisation pour la réalisation des infrastructures d'assainissement dans le cadre du plan d'aménagement particulier « Zwëschën Lauterbaennen » à Differdange ;

Vu le dossier de demande, notamment les documents y afférents ;

Vu la proposition de l'Administration de la gestion de l'eau ;

Arrête

Art. 1^{er} : Objet et emplacement

La réalisation des infrastructures d'assainissement dans le cadre du plan d'aménagement particulier « Zwëschën Lauterbaennen » à Differdange est autorisée aux emplacements indiqués sur l'extrait du plan topographique annexé, selon les conditions suivantes :

Art. 2 : Conditions

Conditions générales

1. Les travaux projetés doivent être réalisés selon les documents annexés, tels qu'ils ont été approuvés.
2. Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans la canalisation publique des eaux ou des substances pouvant provoquer, dans le cours d'eau récepteur ou dans les eaux souterraines, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux, ainsi qu'à compromettre leur conservation et leur écoulement.
3. Dans le cas où les travaux de terrassement se situeraient dans une nappe d'eaux souterraines, la mise en place d'un système de drainage n'est pas autorisée et tout raccordement de drains à la canalisation publique est interdit. Un cuvelage étanche sera alors à réaliser. Il faudra également éviter que les tranchées, dans lesquelles seront installées les conduites, fassent fonction de drainage des eaux de ruissellement et des eaux de la nappe d'eaux souterraines.

D'autre part, toutes les eaux pluviales issues d'un éventuel drainage sont à raccorder au réseau des eaux pluviales et doivent impérativement passer par une rétention à ciel ouvert à l'intérieur du périmètre du PAP.

Bureau:

Adresse postale :
L-2918 Luxembourg

4, Place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

Tél. : (+352) 247-86824
Fax : (+352) 40 04 10

En ce qui concerne la gestion des eaux pluviales

4. Les eaux pluviales de toutes les surfaces scellées (toitures, voiries, accès garages, etc.) ainsi que toutes les eaux pluviales issues d'un éventuel drainage sont à raccorder au réseau des eaux pluviales et doivent impérativement passer par une rétention à ciel ouvert à l'intérieur du périmètre du PAP. Pour des raisons de sécurité, la hauteur de refoulement des rétentions à ciel ouvert ne pourra dépasser 50 cm.
5. A court terme, les eaux pluviales sont à évacuer par un raccordement provisoire à la canalisation pour eaux mixtes de la rue de Bascharage. Dès la mise en place d'une canalisation pour eaux claires, les eaux pluviales sont à raccorder à la canalisation pour eaux claires projetée DN400, qui permettra d'acheminer les eaux pluviales vers le cours d'eau « Chiers ».

En ce qui concerne les rétentions

6. Le volume minimal de la rétention à ciel ouvert (Lot B) sera de 19 m³. Cette rétention doit être équipée d'un régulateur mécanique assurant un débit de fuite constant de 3,9 l/s.
7. Le volume minimal de la rétention à ciel ouvert (Lot A) sera de 32 m³. Cette rétention doit être équipée d'une ouverture de fuite Ø 160 mm pour un débit de 4,7 l/s.
8. Le volume minimal de la rétention fermée sera de 48 m³. Cette rétention doit être équipée d'un régulateur mécanique assurant un débit de fuite constant de 3,9 l/s.
9. Le bassin de rétention est à équiper d'une vanne de sécurité permettant de retenir les eaux en cas d'incident.
10. Avant le commencement de tous travaux entraînant une imperméabilisation des sols, le bassin de rétention pour eaux pluviales doit être opérationnel pour assurer à tout moment un débit de fuite inférieur ou égal à celui du terrain naturel avant l'imperméabilisation en question.

En ce qui concerne la gestion des eaux usées

11. Toutes les eaux ménagères usées doivent être raccordées au réseau des eaux usées sur le site pour se brancher à la canalisation pour eaux mixtes de la rue de Bascharage. L'acheminement des eaux usées vers une station d'épuration biologique existante d'une capacité réservée suffisante devra être garanti.
12. L'évacuation et le cas échéant le traitement des eaux de toute future entreprise sur le site doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation selon la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

En ce qui concerne la phase chantier

13. Les tonneaux et bidons contenant des produits chimiques doivent être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une cuve. Cette cuve doit être imperméable aux produits stockés et à l'eau et doit avoir une capacité d'au moins la moitié de la capacité totale des produits qu'elle peut contenir. Des matériaux absorbants doivent récupérer d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement. Les matières absorbantes ainsi imprégnées doivent être éliminées en tant que déchets dangereux.
14. Toutes les eaux de fouille ainsi que les eaux de surface souillées par des matières inertes peuvent être évacuées :
 - vers le cours d'eau récepteur, à condition de ne pas contenir des substances polluantes, de respecter une teneur maximale des matières en suspension de 100 mg/l et de représenter un débit inférieur à 15% du débit du cours d'eau récepteur.
 - de manière diffuse sur les terrains du requérant, à condition de ne pas contenir des substances polluantes et de respecter une teneur maximale des matières en suspension de 100 mg/l. Toute évacuation diffuse sur les terrains du requérant ne doit engendrer aucun dommage à des tiers.
 - vers la canalisation pour eaux pluviales de la commune, à condition de ne pas contenir des substances polluantes et de respecter une teneur maximale des matières en suspension de 100 mg/l. Tout raccordement à la canalisation communale pour eaux pluviales est à clarifier au préalable avec l'administration communale territorialement compétente.

En cas de besoin et afin de respecter les conditions énoncées précédemment, un bassin de décantation de capacité appropriée est à aménager.

15. Des toilettes en nombre suffisant doivent être mises à la disposition des personnes occupées sur le chantier. Les mesures suivantes sont à prendre :

- Les eaux usées sanitaires doivent, soit être évacuées vers le réseau d'égout public pour eaux usées conformément au règlement communal sur la canalisation, soit être recueillies dans une citerne étanche dépourvue d'un trop-plein.
- Les eaux usées des toilettes chimiques doivent obligatoirement être recueillies dans une citerne étanche dépourvue d'un trop-plein. Les produits chimiques utilisés dans des toilettes chimiques ne doivent pas contenir des substances difficilement biodégradables telles que le formaldéhyde ou des détergents cationiques.
- Les citernes prémentionnées doivent être vidangées régulièrement et chaque fois qu'il y a nécessité par une entreprise autorisée à cet effet.

16. Le ravitaillement des engins/équipements de chantier doit se faire sur une (des) aire(s) étanche(s) aux hydrocarbures et permettant de recueillir des fuites ou pertes éventuelles.

Art. 3 : Durée de validité

Conformément à l'article 24, point (3) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, l'autorisation devient caduque lorsque les installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés

- n'ont pas été commencés, achevés ou mis en service dans un délai de deux ans ;
- ont chômé pendant deux années consécutives ;
- ont été détruits ou mis hors d'usage par un accident quelconque ou
- ont été déplacés ou ont subi une transformation ou extension.

Art. 4 : Contrôles

L'Administration de la gestion de l'eau peut effectuer à tout moment des contrôles afin de s'assurer du respect des conditions fixées par la présente autorisation.

Art. 5 : Limites

Cette autorisation couvre uniquement les aspects en rapport avec la protection et la gestion des eaux. Elle ne dispense pas de l'octroi d'autres autorisations éventuellement requises par l'application d'autres textes réglementaires.

Art. 6 : Recours

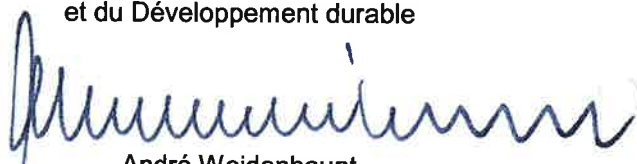
Conformément à l'article 25 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, un recours contre la présente décision est ouvert devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond. Le recours doit être introduit, sous peine de forclusion, dans un délai de 40 jours à compter de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la cour.

Art. 7 : Transmission

Conformément à l'article 24, point (2) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, une copie de la présente est adressée à l'administration communale territorialement compétente.

Luxembourg, le **17 MAI 2019**

Pour la Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable



André Weidenhaupt
Premier Conseiller de Gouvernement

Documents annexés :

- Mémoire explicatif et calculs hydrauliques
- Extrait de la carte topographique et du plan cadastral
- Plan n° RW-S-RB-20364: mall-Regenspeicher 2B 34100 (Schnitt, Grundriss)
- Plan n° 16 130-AUT-01 indice C : Concept d'assainissement PAP LOT A et B
- Plan n° 16 130-AUT-02 : Coupes A-A ; B-B
- Plan n° 16 130-AUT-04 : Détails regards bassins LOT A et LOT B
- Plan n° 12 152 HYAUT 701 : Plan générale de la canalisation
- Plan : Plan d'aménagement particulier